“ Libérer l’Azawad ”. La reformulation des luttes politiques touarègues

Hélène Claudot-Hawad

▶ **To cite this version:**

Hélène Claudot-Hawad. “ Libérer l’Azawad ”. La reformulation des luttes politiques touarègues. Studi Magrebini, 2017, Emerging Actors in Post-Revolutionnary North Africa, XIV-XV, pp.155-178. halshs-01693895

HAL Id: halshs-01693895
https://shs.hal.science/halshs-01693895

Submitted on 1 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Libérer l'Azawad ».
La reformulation des luttes politiques touarègues

Hélène CLAUDOT-HAWAD

Abstract

The semantic register of the Tuareg struggles of liberation has evolved: "Free 'Tuareg country' (*akal n Imajaghen*)" became, one century and four generations later, "Free 'Azawad'". The numerous uprisings of resistance that the Tuareg in Sahara set against colonial and postcolonial powers share many similar grounds. Nevertheless, they have been re-formulated according to the changing historical and ideological context, and have been marked by the violence of confrontations with the established order, by the creation of new administrative and State entities and by the rough or negotiated constraints which led the Tuareg people to profound internal social change. This paper analyses the current situation of conflict in Sahara.

En janvier 2012, le *Mouvement National de Libération de l'Azawad* (MNLA) prend les armes contre le pouvoir malien. Les insurgés dénoncent la politique de marginalisation, le refus de dialogue et les exactions que l'État malien pratique depuis cinquante ans chez eux, dans « l'Azawad », nom qu'ils donnent au vaste espace couvrant les régions administratives de Kidal, Tombouctou et Gao au nord du Mali. La lutte se fait au nom du « peuple de l'Azawad », défini comme un ensemble « pluricommunautaire » formé de « Songhays, Arabes, Peuls et Touaregs ».

Entre l'objectif de libérer « l'Azawad » et celui de libérer « le pays des Touaregs » (*akal n Imajaghen*), moins d'un siècle s'est écoulé et quatre générations se sont succédées. Les luttes de résistance menées au Sahara central contre les pouvoirs coloniaux puis postcoloniaux ont été nombreuses et entretiennent une forte filiation quant aux causes qui les ont motivées. Mais elles ont été largement reformulées au fil de contextes historiques marqués par la violence des confrontations avec l'ordre établi, par l'instauration de nouvelles entités administratives et étatiques et par les contraintes brutales ou négociées qui ont conduit la société touarègue à de profonds bouleversements

internes. Les espaces territoriaux et sociétaux concernés par les luttes récentes ont considérablement rétréci et changé de définition.

La récente insurrection qui surgit au nord du Mali en janvier 2012 montre que le fait d'être « touareg » est devenu une identité innommable. Rappelons que le territoire historique des Touaregs tel qu'il était conçu par les intéressés au début du XX^e^ siècle[1] a été divisé entre cinq États créés dans les années 1960. Ce nouveau dispositif politico-territorial est hérité de la logique coloniale qui en a fourni les modèles de gestion, les élites formées pour les intérêts de la France, les contours frontaliers, mais aussi l'appareil idéologique imprégné de diverses théories dont l'évolutionnisme, la raciologie européenne du XIX^e^ siècle et le jacobinisme français. Dans ce nouveau cadre, l'espace touareg s'est trouvé morcelé et « banlieuisé », situé aux marges des nouveaux centres de décision devenus sédentaires et urbains, que les capitales politiques soient méditerranéennes, comme Alger et Tripoli, ou sub-sahariennes, comme Bamako, Niamey et Ouagadougou. L'économie touarègue, basée sur la mobilité, a été asphyxiée par les frontières. Les activités de transport et le nomadisme sont devenus transfrontaliers et illégaux. Les ressources écologiques gérées parcimonieusement par les Touaregs ont été dévastées par l'expansion urbaine et par l'extraction minière menée en Algérie, en Libye et au Niger par des opérateurs nationaux et internationaux peu soucieux de l'environnement. Des zones entières de pâturage ont été confisquées aux nomades au profit d'agriculteurs sédentaires. C'est dans ce climat de dépossession, légitimée par les États, que les Touaregs ont cherché des voies de survie.

Les indépendantistes laïques et républicains

Face au refus du gouvernement malien de prendre en compte ses revendications et d'engager des négociations politiques sur les droits des habitants à la gestion locale de leur zone, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) passe à l'action le 17 janvier 2012 en attaquant l'armée malienne. L'offensive se fait à la faveur de l'équipement en armes lourdes ramené de Libye après la chute de Mouammar Kadhafi. Le mouvement indépendantiste est né en octobre 2011. Il a fédéré deux organisations préexistantes : le Mouvement

[1] Voir l'analyse des catégories endogènes, in H. Claudot-Hawad, « Honneur et politique : les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerrannée*, Édisud, 57 (1990), pp. 11-48.

National de l'Azawad (MNA), formé par des étudiants appartenant à la jeune génération née dans les années 1980, et l'Alliance Touareg du Nord-Mali pour le Changement (ATNMC), fondée par l'un des chefs historiques de la rébellion touarègue des années 1990, Ibrahim Ag Bahanga, décédé quelques mois plus tôt, en août 2011, en Algérie, officiellement dans un accident de voiture, alors qu'il revenait de Libye.

Comme l'ont fait les divers mouvements qui l'ont précédé, le MNLA dénonce la politique néocoloniale du gouvernement malien menée dans l'Azawad, ainsi que la corruption du régime, sa collusion avec les narcotrafiquants qui agissent sans entraves dans cette région, le détournement des aides au développement, l'absence d'application des accords de paix signés avec les groupes armés touaregs depuis 1991, le non-respect des droits humains et les nombreux massacres de civils perpétrés dans cette zone par l'armée et les milices gouvernementales à chaque revendication – pacifique ou armée – des habitants du nord depuis l'indépendance du Mali en 1960.

Contrairement aux mouvements des années 1990, le MNLA revendique clairement « l'indépendance de l'Azawad ». Il défend une ligne politique démocratique, républicaine et laïque, et se réclame d'une identité nationale azawadienne composite formée de Songhays, Arabes, Peuls et Touaregs.

Mais la lecture des faits par les autorités et par la presse internationale est immédiatement « ethnique », et le plus souvent mono-ethnique, déployant des arguments essentialistes. L'irrédentisme « touareg », présenté comme congénital, est mis en avant, quand ce n'est pas la « structure interne des communautés touarègues et maures » qui est censée les pousser irrésistiblement à la rébellion. Toute lecture politique des faits est ainsi occultée. Le « danger » dénoncé avec vigueur par les États et les « experts » à leur service n'est pas l'incurie du gouvernement malien, ni la gestion catastrophique du pays, ni les exactions contre les civils du nord massacrés à plusieurs reprises par l'armée malienne ou contraints à l'exil, mais la remise en cause par les indépendantistes du mode de fonctionnement centralisé, autoritariste et peu démocratique d'un État hérité et héritier de la colonisation.

Les islamistes et la charia

Rapidement, alors que l'action armée du MNLA est déjà engagée, un autre mouvement, Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali, s'affirme

sur la scène militaire : son objectif est religieux et sa tendance salafiste. À l'inverse du MNLA, Iyad Ag Ghali déclare ne pas viser l'indépendance de l'Azawad, mais l'instauration de la charia dans tout le Mali et l'Ouest africain, à commencer par l'Azawad, comme le précise le Plateforme politique d'Ansar Dine :

> Nous sommes des musulmans du Mali [...] et notre objectif est de convaincre de gré ou de force les autres à appliquer la charia. Nous ne voulons pas une république indépendante à part, mais une république islamique (*Plateforme politique* d'Ansar Dine, décembre 2012).

Ces déclarations donnent l'occasion aux responsables politiques internationaux de brandir la menace islamiste qui légitimerait une intervention militaire soutenue par la communauté internationale. Iyad Ag Ghali, qui fait partie des anciens chefs de la rébellion touarègue des années 1990, a travaillé pour le gouvernement malien après le premier accord de paix en 1991. Devenu un officiel malien, il a servi d'intermédiaire pour la libération des otages européens enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans les années 2000 et s'est rapproché des réseaux salafistes lors de son séjour en Arabie saoudite, où il assurait des fonctions diplomatiques maliennes.

La plate-forme revendicative produite en 2012 par le mouvement Ansar Dine en vue des pourparlers de Ouagadougou en janvier 2013 n'est cependant pas rédigée sur le mode djihadiste conventionnel. On y retrouve le thème dominant de la menace d'extermination que des pouvoirs corrompus et autocratiques font peser sur une minorité dont l'identité est par contre reformulée, en lui accolant la dimension « arabe ». Il ne s'agit plus en effet des « Touaregs et assimilés » (incluant les Arabes et les Songhays) qui réclamaient la restitution de leur pays dans les pétitions adressées au général de Gaulle en 1957 et 1958,[2] mais des « populations arabo-touarègues et alliés ». De même,

[2] Voir la lettre du 30 mai 1958 signée par les notables nomades et sédentaires (Touaregs, Maures, Kounta, Berabish, Songhay-Askya et Armas), qui demandaient à être intégrés au *« Sahara français* », in H. Claudot-Hawad, *Le politique dans l'histoire touarègue*, Coll. Les Cahiers de l'IREMAM, 4, IREMAM, Aix-en-Provence, (1993), pp. 133-151. Une requête semblable formulée « au nom des Kel Aïr et de tous les autres Touaregs » fut expédiée onze jours avant l'indépendance du Niger par les Touaregs de l'Est, déclarant en substance d'après l'un des témoins, Ag Cheikho : « Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre pays tel que vous nous l'avez arraché après la défaite de Kawsen... Puisque l'indépendance s'annonce et que vous la donnez, alors nous aussi, les Touaregs, nous voulons nous

un État supplémentaire, la Mauritanie, est ajouté à la liste des cinq États classiquement évoqués qui se partagent le pays touareg (Algérie, Libye, Mali, Niger, Burkina Faso).

Les critiques formulées contre le régime malien portent sur des points comparables à ceux énumérés par les indépendantistes, notamment la corruption des élites et l'oubli du bien commun, pendant que :

> De pauvres bergers sont sommairement exécutés rien qu'à cause de leur appartenance ethnique. Des enfants meurent comme des mouches suite à des épidémies facilement évitables. Des mères trépassent en donnant la vie faute de maternités. Des familles entières ne survivent que grâce à la cueillette, au racolage, à la mendicité et à l'aide étrangère. L'eau infecte des mares et puisards fait des ravages irréparables.

Le voyeurisme indifférent et décalé des touristes en quête d'exotisme, l'appétit des puissances étrangères impliquées dans le pillage des richesses naturelles qui ne profitent localement qu'aux autorités de Bamako, la discrimination sociale et culturelle, sont dénoncés :

> Des touristes éberlués viennent tous les jours se délecter sadiquement de l'agonie d'un peuple en voie de disparition. Des Chinois, Australiens, Européens, etc., débarquent tous les matins avec une armada impressionnante de moyens pour prospecter les ressources naturelles de la région sans que ses malheureux autochtones en espèrent la moindre retombée parce que le pactole est resté entièrement à Bamako. Des administrateurs véreux et dépaysés exigent arrogamment de leurs usagers de ne s'adresser à eux qu'en langue « bambara ».

Le projet d'un « Azawad musulman et libre » s'inscrit donc dans la nécessité de défendre une communauté en danger et sa « culture millénaire », en instaurant un gouvernement « vertueux », par opposition « à l'affairisme, au népotisme, à la prévarication » d'un

---

diriger nous-mêmes et rassembler notre société toute entière, là où elle se trouve, dans notre pays. Nous voulons que notre pays soit un seul pays », « La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs », in Hélène Claudot-Hawad (éd.), *La politique dans l'histoire touarègue*, IREMAM/coll. Cahier de l'IREMAM, 4 (1993), p. 79.

État non démocratique qui a échoué à intégrer le nord. Ansar Dine reprend la sémantique politique de l'Europe libérale pour exprimer son « objectif d'ériger ce vaste territoire en Région autonome viable, dynamique, compétitive et attrayante ». Le texte brandit la charia comme moyen de pression pour faire accepter, à titre de solution d'urgence, l'autonomie de l'Azawad, comparée à une « séparation de corps avant le divorce » si les choses ne changent pas, c'est-à-dire si l'État malien ne s'amende pas en adoptant la charia.

Finalement, pour être entendus, les griefs contre la politique délétère de l'État malien ont été formulés dans le registre religieux, là où les dissensions entre le Nord et le Sud sont les moins perceptibles.

L'effondrement du décor étatique

Suite aux troubles du Nord et au projet d'une intervention militaire internationale, le gouvernement malien est renversé à Bamako, le 22 mars 2012, par un militaire inconnu, le capitaine Amadou Haya Sanogo, qui sous la pression internationale, accepte de rendre le pouvoir aux civils le 6 avril 2012. Le même jour, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad.

Alors que l'armée malienne a déserté l'Azawad, une nouvelle carte militaire se dessine, clairement dominée par trois groupes salafistes. D'une part, AQMI, émanation de l'ancien Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC) algérien. D'autre part, le Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) dont le noyau est constitué de Sahariens arabophones qui recrutent dans les camps sahraouis ainsi que chez les sédentaires subsahariens. Enfin, Ansar Dine, formé de Touaregs liés à Iyad Ag Ghali qui dispose de moyens importants pour entretenir ses combattants. Le MNLA paraît au contraire avoir épuisé toutes ses ressources et certains de ses combattants se rapprochent d'Ansar Dine pour retrouver des capacités d'action. Les groupes islamistes finalement s'attaquent aux indépendantistes du MNLA pour les éliminer de la scène politique. Les affrontements sont violents : par exemple le 19 novembre 2012, une troupe nombreuse d'islamistes (trois cents hommes selon certaines sources) sous les bannières du MUJAO et d'AQMI, équipés de véhicules neufs et d'armes lourdes, attaquent la ville de Menaka défendue par une soixantaine de Touaregs des Iwellemmeden proches du MNLA (selon l'interview diffusée sur *youtube* d'Alwadihat ag Sokara ag Firhum, président du conseil du Cercle de Ménaka). Les forces sont inégales. Les islamistes

prennent Ménaka tandis que les défenseurs de la ville sont décimés (Alwadihat est tué) ou faits prisonniers, sans que les renforts promis par les responsables du MNLA n'arrivent.

Bien que les Touaregs du MNLA soient les principales victimes des islamistes qui les attaquent et multiplient les attentats ciblés contre eux, un étrange amalgame entre les djihadistes et les indépendantistes s'opère immédiatement dans les déclarations officielles et la presse maliennes et internationales.

Rapidement, tous les ingrédients utiles à la constitution d'un climat d'épouvante – vols, viols, amputations, exécutions publiques, destruction de patrimoine, enfants-soldats, trafic de drogue – se mettent en place et sont déversés à la Une de la presse alors même qu'aucun observateur n'a encore accès au terrain. Des images choquantes empruntées à d'autres conflits conditionnent l'émotion internationale, horrifiée par des exactions dont l'origine est falsifiée.[3]

Détruire ou négocier ?

Face à l'effondrement de l'État malien au Nord comme au Sud, deux stratégies s'opposent à l'échelle internationale. D'une part, l'axe algéro-américain promeut la négociation avec les mouvements autochtones (MNLA et Ansar Dine) à condition qu'ils renoncent l'un à l'indépendance et l'autre à tout lien avec les mouvements islamistes « terroristes ». D'autre part, la position française, drainant dans son sillage la CEDEAO (Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest), prône l'intervention armée.

Ces intervenants extérieurs sont cependant parfaitement d'accord sur deux points : l'irrecevabilité de l'indépendance de l'Azawad et la nécessité de rétablir le pouvoir malien. Le 11 janvier 2013, les troupes françaises débarquent au Mali, avec pour but annoncé de « détruire les terroristes » qui progressent vers le sud et de « rétablir l'intégrité territoriale du Mali ». Faisant le point sur le sens de l'intervention militaire française, le président F. Hollande déclare lors de sa conférence de presse à Dubaï :

[3] Par exemple, les clichés abondamment diffusés par la presse sur la lapidation d'un couple non marié à Tombouctou le 20/06/2012 ont été pris en Somalie, en mars 2010, lors de la lapidation de Mohamed Abukar Ibrahim accusé d'adultère par un groupe islamiste (http://www.huffingtonpost.com/2009/12/15/somali-man-stoned-to-deat_n_392503.html), comme le relève France 24, 21/06/2012.!

> Nous avons un objectif […], c'est de faire en sorte que lorsque nous partirons, lorsque nous cesserons notre intervention, il y ait une sécurité au Mali, des autorités légitimes, un processus électoral, et qu'il n'y ait plus de terroristes qui menacent l'intégrité du Mali.

Ce discours acte la confusion établie entre indépendantistes et terroristes, montrant que pour le gouvernement français, la menace à éradiquer est surtout la remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali, qui concerne les indépendantiste et non les islamistes.

La couverture médiatique de ces événements réactive tous les clichés coloniaux français sur la « question touarègue ». Pourtant, *aucun* des mouvements armés en action depuis le début de l'année 2012 ne se revendique d'une identité « touarègue ».

Que signifie la disparition nominative (en français ou selon les appellations locales) des « Touaregs » dans le sigle et les revendications des fronts armés sahariens qui luttent contre le gouvernement malien ? Les Touaregs ont-ils cessé d'exister ou ne jouent-ils plus aucun rôle dans ces mouvements contestataires ? De manière plus large, que révèle la sémantique de la guerre au Mali ?

Le déni d'existence

Face au MNLA qui se réfère au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la riposte idéologique des autorités maliennes promeut le thème de la non-existence des Touaregs, déjà développé lors des précédents soulèvements, aussi bien du côté malien que nigérien. L'idée que les Touaregs forment un peuple, une communauté consciente d'elle-même qui s'organisait selon des règles politiques, sociales, économiques précises est niée, ainsi que l'énonçait par exemple en 1994 le *Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion* : « il n'y a jamais eu un monde touareg uni, ni politiquement, ni économiquement ». Le corollaire de cette thèse est que cette population n'aurait par définition aucun « territoire » ni « pays » à réclamer. Les Touaregs, sous-entendu nomades, seraient des « hommes de nulle part » (*Jeune Afrique,* juillet 1994).

Ces thèses largement exploitées également par le gouvernement malien ont servi à décréter le caractère « illégitime » des revendications d'autonomie régionale exprimées en 1990 par les représentants « touaregs » et « arabes » des fronts armés. Notons que les « Arabes » qui dans l'ordre politique ancien se trouvaient liés au

pôle politique touareg de la Tademmekat, apparaissent comme radicalement différents des Touaregs dans la relecture ethno-raciale opérée par les autorités et les services secrets, nationaux et internationaux, pour encourager les scissions. Cette perspective prive de tout sens politique les mouvements d'insurrection engagés dans la défense d'une collectivité large incluant des composantes variées, associées autrefois au sein d'ensembles confédéraux combinant la nécessité de la différence, de la complémentarité et de l'agrégation (révocable) des diverses entités à l'ensemble.

Lors du conflit de 2012, cette rhétorique nihiliste à l'encontre des Touaregs est reconduite à l'identique et de manière insistante, s'exprimant à travers de multiples canaux qui se font mutuellement écho (hommes politiques, experts, juristes, réseaux sociaux, miliciens, etc.) et produisent un discours circulaire et autoréférentiel :

> Pour parler d'autodétermination ou d'indépendance, il ne suffit pas seulement d'être une minorité nationale, il faut avoir préalablement existé comme une entité politique indépendante, ayant durablement administré le territoire revendiqué, et avoir perdu sa souveraineté sur ce territoire soit par suite d'un acte colonial, soit du fait d'une annexion consécutive à une guerre. (23 septembre 2014, in *MaliActu.Net*, « Mali : Réflexion sur la question touareg au Mali », signé Kaman Ubrahima Sidibé, juriste à la Chambre des Mines du Mali, Bamako).

L'idée même d'Azawad est violemment contestée aujourd'hui par le gouvernement malien. Or cette notion est le résultat d'une concession importante des fronts armés obtenue par les autorités étatiques dans les années 1990. Elle a en effet été imposée par les services secrets nationaux et internationaux, notamment algériens et français, comme condition préalable aux accords de paix de 1991. L'enjeu était alors d'interdire toute allusion à un pays ou à un ensemble touareg de nature supra-étatique. Les fronts armés touaregs des années 1990 ont ainsi été retaillés suivant un cadre géographique qui ne transgressait plus les frontières héritées de l'histoire coloniale, prenant pour noms : Front de Libération de l'« Azawad » du côté malien, et Front de Libération de l'« Aïr et de l'Azawagh » du côté nigérien. Seuls les « Maures », d'abord inclus dans les mouvements « touaregs », ont été autorisés à se nommer par des qualificatifs ethno-confessionnels (Front islamique et arabe de l'Azawad), identité conforme à celle que s'attribuent les États maghrébins. Ce

redécoupage infra-étatique des mouvements armés permettait un règlement éclaté de la « question touarègue », ne remettant plus en cause les frontières. Malgré l'acceptation par les fronts armés de la dissociation de leur cause et de leurs sigles en fonction des États dont ils relevaient, le « statut spécial » prévu pour l'Azawad et consigné dans le Pacte National de Paix signé en 1992, fut finalement rejeté par l'État malien au nom de son caractère « anticonstitutionnel ». En 2012, « l'Azawad » sera dénoncé comme une entité factice par ceux-là mêmes qui l'avaient imposé trente ans plus tôt.

Un additif à la négation de l'existence des Touaregs est la réduction de leur démographie à des chiffres presque nuls. La propagande malienne va user et abuser de ce vieux procédé d'anéantissement rhétorique de l'adversaire, destiné à minimiser l'importance d'une communauté gênante pour le pouvoir. On assiste en 2012 à une spectaculaire déflation démographique des « Touaregs » dans les discours publics tenus au Mali autant qu'en France par certains « experts »,[4] conduisant à faire des Touaregs une « minorité » sur leurs propres terres :

> Au Mali, le poids démographique des touaregs[5] est infinitésimale. Ils font […] partie d'un groupe hétéroclite minoritaire appelé le « Groupe Nomade » constitué par les peulhs ; les arabes et les touaregs. Même dans ce groupe nomade, ils sont la plus petite communauté si l'on retranche de leur entité ethnique, le sous-groupe négroïde des Bêlas […] Alors se posera la question de savoir s'il peut être juste, équitable et même seulement politiquement correcte, de parler ou d'envisager de céder plus de 66% du territoire malien à une communauté ne représentant même pas 5% de la population (23 septembre 2014, *ibidem*).

En cinquante-cinq ans, depuis l'indépendance du Mali, si l'on suit de telles assertions, la population touarègue non seulement n'aurait pas augmenté (tandis que le taux de croissance démographique du Mali a triplé),[6] mais elle aurait décru vertigineusement, passant de

---

[4] Voir par exemple le caricatural André Bourgeot (France-Culture, *Du grain à moudre*, 6/06/2012) qui reprend, mot pour mot, le discours des autorités maliennes, discours qu'il a probablement lui-même produit moyennant finances.

[5] Toutes les citations sont reproduites textuellement, orthographe, graphie et ponctuation comprises.

[6] Observons que le nombre global des Touaregs fourni dans la presse n'a pas évolué depuis 1960.

12% selon les données établies en 1960, à des chiffres fantaisistes proches de zéro aujourd'hui. Le MNLA dans ce schéma est censé ne représenter que lui-même, « une minorité qui veut brimer une majorité », ou encore une minorité dans une minorité, comme le martèlent, sur les réseaux sociaux, dans les media maliens et sur les ondes françaises, des propagandistes zélés brandissant des pourcentages indémontrables, comme le fait par exemple M. Maïga, Président du cadre de concertation et d'action Gandakoy, milice gouvernementale anti-insurrectionnelle, dans une interview :

> Les Touaregs sont une minorité. Et cette minorité-là cohabite depuis des siècles avec les communautés sédentaires qui sont l'écrasante majorité de la population, environ 95% de la population (M. Maïga, *L'événement*, 2 juillet 2013).

A l'insignifiance démographique des Touaregs, sont surajoutés les thèmes bien connus de l'antisémitisme européen transférés au contexte malien. Par exemple l'idée de la non-valeur sociale des nomades qui ne seraient que des prédateurs et des rebelles innés :

> Les groupes rebelles, toute leur vie ne font que des razzias, des vols et des pillages, ils ne s'occupent pas de l'économie, ils ne s'occupent pas de la production (*Ibidem*).

Ou encore le thème de leur extranéité supposée, par opposition aux « peuples négro-africains du Mali » qui seraient les véritables « détenteurs de droits coutumiers et ancestraux sur le sol » (*Idem*). La conclusion de ce type de narration est évidemment que : « il n'y a pas de raison que ces groupes qui ne sont qu'une infime minorité puissent parler au nom des populations du nord » (*Ibidem*).

Observons que les pourcentages avancés concernant les Touaregs réduits à n'être que blancs, nomades, pilleurs et errants, déclinent en fonction des pics d'intensité de la crise et au fur et à mesure que le processus des accords de paix avance. En 2015, la démographie touarègue se trouve encore amputée de quelques 3% :

> Les rebelles maliens du MNLA et des cadres intellectuels touaregs en mal de visibilité politique au Mali et au niveau international, constituent une minorité dans leur communauté touarègue (2% de la population des 3 régions du Nord Mali) et une minorité dans les

> populations du Nord-Mali dont les Sonraïs, les Maures, les Peulhs, les Sorkos et les Bellas constituent les 98%) » (Commentaire in *Tamoudré*, 19/08/2015, signé du pseudonyme Vieux de la vieille garde saharienne).

La comparaison de ces chiffres avec les recensements disponibles démontre leur caractère opportuniste. Par exemple, selon l'*État récapitulatif par cercles de l'année 1950*, établi par la Direction des Affaires politiques du Gouvernement Général du Soudan, les Touaregs et les Maures formaient, il y a un demi-siècle, 72% de la population du cercle de Tombouctou (57% pour les premiers et 15% pour les seconds). Ils étaient plus de 40% dans le cercle de Gao. Et plus de 14% dans le cercle de Goundam, sans compter les « Bellah » (25,6%) que l'administration coloniale séparait en « race noire » distincte des « Touaregs » (imaginés exclusivement « blancs »), le tout représentant 40% de la population de ce cercle (voir document en annexe).

A quoi donc correspondrait cet effondrement démographique récent ? S'agit-il d'un génocide, ou encore de la manipulation grossière des chiffres associée à une manière nouvelle de compter qui est « Touareg » et qui ne l'est pas ? Au-delà des massacres plusieurs fois perpétrés par l'armée et les milices maliennes contre les Touaregs et les Maures, au-delà des excès propagandistes, on constate que les autorités maliennes ont repris à leur compte la vision racialiste coloniale, qui classifie et oppose les individus selon la couleur de leur teint, combinée à une lecture ethniciste en pleine expansion. Les nouvelles entités créées selon des critères multiples (différence de catégories sociales, de tribus, de modes de vie, d'activité professionnelle, etc.) ont été multipliées pour fragmenter un monde dont la cohérence reposait non pas sur la similitude de ses composantes mais sur leur différence. Ainsi, depuis le soulèvement de 1990 jusqu'à aujourd'hui, ont été érigés en « ethnies » concurrentes, détachées de l'ensemble dont elles étaient partie prenante, les « Bellah » (catégorie coloniale de recensement [7] englobant les

[7] Voir à ce sujet V. Bonnecase, *Pauvreté au Sahel. La construction des savoirs sur les niveaux de vie au Burkina Faso, au Mali et au Niger (1945-1974)*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Paris 1, Paris, 2008, pp. 175 et sv., soulignant que les recensements coloniaux, basés sur la taxinomie raciologique, « consistaient à "ne pas ranger les populations sous les titres qu'ils se donnent". Au Niger, par

Touaregs de teint sombre quelles que soient leurs catégories sociales) ; les « Imghad » (anciens tributaires), les Imushagh (anciens nobles), les Idawshak (tribu), etc.[8]

A la négation de l'existence socio-politique et démographique des Touaregs, s'ajoutent dans le contexte conflictuel récent tous les motifs discriminatoires possibles exprimés, selon les matrices sémantiques habituelles, en termes de « manque » : manques de culture, d'empire, d'histoire, de règles, de civilisation, de morale, de valeurs, etc. Elaborés à la période coloniale pour justifier l'annexion du Sahara et la nécessité de « civiliser » une population en la protégeant d'elle-même car prétendument en proie à l'anarchie, à l'incapacité à se gérer, à la dispersion en entités minuscules, ou encore soumise à une hiérarchie féodale rigide et rétrograde, ces thèmes sont recyclés mot pour mot par la presse malienne et par certains universitaires français, fortement impliqués dans les affaires africaines :

> De toutes les ethnies du Mali, les touaregs sont les seuls qui, dans l'histoire du pays, ne laissent trace d'aucun royaume qu'ils ont fondé ou administré comme tel. D'ailleurs leur mode de vie d'antan, fondé sur la pratique du nomadisme, ne les prédisposait guère à occuper une terre et à s'en accaparer durablement. C'est ce qui a fait que les propriétaires véritables du sol, n'avaient pas besoin de les en chasser sachant qu'ils s'en iront toujours d'eux-mêmes comme des gitans (23 septembre 2014, in *MaliActu.Net*, « Mali : Réflexion sur la question touarègue au Mali », signé Kaman Ubrahima Sidibé, juriste à la Chambre des Mines du Mali, Bamako).

Au centre de ces discours, la minimisation des Touaregs s'inspire ainsi de stigmates développés ailleurs.

Aucun lien commun sauf la langue ?

Au bout du compte, le seul lien commun concédé aux Touaregs dans le cadre des États sahéliens (et contrairement aux États arabo-musulmans) sera la langue. C'est pourquoi, à partir du soulèvement de 1990, l'auto-désignation même des Touaregs devient un enjeu politique fort et fait l'objet, en France, de vives polémiques contestant l'existence

---

exemple, "[…] les Bellahs se disent touaregs alors que, racialement parlant, c'est des Noirs" ».

[8] Voir un exemple de ce type baroque de description multi-ethnicisée dans le journal malien *L'Essor* du 4/5/2015 au sujet de la population du cercle de Menaka, « Menaka : le cri du cœur des ressortissants de Bamako », par A. Maiga.

des appellations endogènes comme *Amahagh, Amajagh, Amashagh* selon les accents (correspondant à *Amazigh* dans le Nord), noms qui renvoient à des appartenances socio-politiques supra-étatiques Ces véhémentes prises de position, plus sécuritaires qu'universitaires, au sujet du nom des « Touaregs » (Bourgeot, 1994), reflètent l'assignation identitaire réservée à ces populations dans les États malien et nigérien pris en main par les services français et algériens pour gérer la crise. Est alors promue comme unique dénomination identitaire « correcte » pour tous les Touaregs une appellation locale, utilisée dans l'Ouest du pays touareg : *Kel tamashaq,* qui désigne les locuteurs du parler en « sh » par opposition à ceux qui parlent en « j ». Depuis longtemps, l'expression a été abrégée au Mali sous la forme de « Tamachek », féminisant de manière baroque le nom des Touaregs devenues les « La-femme-touarègue » ou les « La-langue-touarègue ». Le choix exclusif de ce glottonyme pour désigner l'ensemble des Touaregs permet de leur dénier la conscience d'appartenir à une communauté autre que linguistique.

Dans cette perspective, les contestations des mouvements armés sont réduites à des opérations archaïques de repliement identitaire ou encore à des « actions isolées et libertaires » qui seraient dues à des individus marginaux, coupés de leur milieu, émigrés ignorants, incultes et manipulés par des puissances étrangères. La thèse du complot extérieur est toujours omniprésente, comme l'indique ce document daté de 1994 :

> La rébellion repose essentiellement sur des groupes de jeunes nomades, exilés en Libye pendant les années de sécheresse, coupés de leurs familles et de leur milieu social, n'ayant reçu aucune instruction ni formation professionnelle. Ces éléments ont été entretenus dans la haine contre leur mère patrie, entraînés militairement et utilisés comme mercenaires sur différents théâtres d'opérations... (*Livre Blanc,* Gouvernement du Mali, 1994, p. 11)

La rhétorique raciale, ethnique et tribale, manipulée sans précaution par les autorités et les media maliens, a conduit pendant ces périodes de conflit à une véritable obsession touarégophobe, calquée sur le modèle de l'antisémitisme européen. Cette propagande a dérivé en slogans de type nazi prônant l'extermination de « l'ennemi de l'intérieur ». De véritables appels aux meurtres ont été relayés en toute impunité par la presse malienne et les réseaux sociaux, comme l'illustre ce type de commentaire écrit en lettres majuscules et paru dans *Malijet* en avril 2012 :

> S'il faut passer par l'exemple du Rwanda pour être unifier moi je suis partant et sans craindre la cpi [Cour pénale internationale] ou autres conneries du même genre (commentaire signé d1a8y, 06 avril 2012).

ou encore :

> Mort ou vif, chaque membre de cette organisation machiavélique [MNLA] tué ou arrêté est une bénédiction pour la Nation (in *l'Express de Bamako*, 4 février 2013, commentaire signé Moussa Kondo).

> J'ai la solution pour le problème touareg. Ouverture de fours crématoires pour les femmes touregs enceintes (signé Sekoubko, internaute sur *Maliweb*, 1/02/2013).

Comme dans les années 1990,[9] ces discours génocidaires aboutissent, sur le terrain, à des passages à l'acte et, à nouveau, l'apparence des individus à teint clair est un motif de tuerie au Mali.

Dans les trois mois à peine suivant l'intervention française Serval qui a permis aux militaires et aux miliciens maliens de se réinstaller dans l'Azawad, l'ARVRA (*Association des réfugiés et victimes de la répression de l'Azawad*) dénombre « 1.585 personnes identifiées, victimes d'exactions dont 295 individus tués et 123 enlevés ainsi que 1.170 personnes dont les boutiques, domiciles et biens ont été pillés, 1387 têtes de bétail enlevées, plus de 575 millions de FCFA volés, 50 tonnes de céréales pillés ou détruits, 27 puits empoisonnés, etc ». (Bilan du 28/03/2013).

Hormis les voix faibles des associations de victimes et de rares enquêtes menées par des journalistes indépendants,[10] la presse reste muette sur les exécutions extrajudiciaires, les pillages et les destructions de biens menés par l'armée malienne contre les civils touaregs et maures, faits qui sont systématiquement niés par les autorités maliennes, selon le scénario déjà joué depuis cinq décennies.

---

[9] Voir à ce sujet Hélène Claudot-Hawad - Hawad (éds.), *Touaregs : Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, in Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, 1996.

[10] Voir par exemple l'enquête menée en 2013 dans la région de Tombouctou par Rukmini Callimachi, responsable de l'Associated Press Bureau for West Africa, au sujet d'un charnier de civils tués par l'armée malienne, in http://bigstory.ap.org/article/ap-reporters-quest-find-bodies-ends-desert

Des rôles tronqués

La lecture des événements proposée à l'opinion publique en termes d'antagonisme des « races », des « ethnies », des « castes » ou des « tribus » a complètement évacué la signification politique du conflit. Si la dimension « ethnique » est abondamment mise en avant, les liens étroits qu'entretiennent certains groupes islamistes au Sahara avec divers États, en premier lieu l'Algérie,[11] ne sont pratiquement jamais évoqués.

De même, le silence règne sur les interventions constantes des services secrets français, algériens et libyens depuis 1990 pour contrôler à leur profit la rébellion touarègue, la divisant en groupes rivaux destinés à se neutraliser les uns les autres. Sont également dissimulés les rapports directs entre l'État malien et les milices paramilitaires qu'il a créées après les accords de paix, que ce soit dans les années 1990 ou en 2013 et 2014, pour terroriser, sur des bases racialistes, les « peaux-rouges », expression désignant les civils touaregs et maures à teint clair, afin de ruiner les possibilités de paix et de développement promis. De même, n'est jamais relevé le fait que ces milices, qui se déclarent elles-mêmes « négro-africanistes » (Ganda Koy, Ganda Izo, etc.), se sont associées avec les islamistes du MUJAO contre les indépendantistes du MNLA.[12]
Bien que tardivement, l'ONU mentionne dans un rapport avoir reçu :

> Des informations selon lesquelles Ganda Koy, Ganda Izo et les FLN (front de libération du nord) ont bénéficié d'une aide matérielle des forces armées maliennes. Des membres des FLN auraient reçu des armes pour s'entraîner à Mopti tandis que Ganda Izo aurait reçu un appui du capitaine Amadou Haya Sanogo et que Ganda Koy était dirigée par un éminent avocat de Bamako lié à l'appareil sécuritaire de la junte militaire (rapport ONU, 14/04/2014).

Après le putsch militaire de 2012, les connexions entre islamistes et État malien vont se poursuivre. De sources locales, on sait que le

[11] Voir à ce sujet notamment O. Benderra - F. Geze - S. Mellah, « L'"ennemi algérien" de la France : le GSPC ou les services secrets des généraux ? », 2005 ; F. Gèze - S. Mellah, « "Al-Qaida au Maghreb" et les attentats du 11 avril 2007 à Alger. Luttes de clans sur fond de conflits géopolitiques », 21 avril 2007 ; J. Keenan, 'The Collapse of the Second Front', in *Foreign Policy In Focus*, 2006 ; H. Malti, « Les guerres de Bush pour le pétrole », 21 mars 2008, in : www.algeria-watch.org.

[12] Plusieurs articles de presse et vidéos diffusées par diverses chaines télévisées et sur YouTube montrent cette collusion explicite à Gao entre Ganda Izo et le Mujao où le chef même de Ganda Izo, Ibrahim Dicko, a rejoint le Mujao.

capitaine Sanogo, à la tête du coup d'État du 22 mars, était en contact téléphonique quotidien avec un lieutenant d'Iyad ag Ghali, jusqu'à ce que l'avancée vers le sud d'Ansar Dine soit interrompue par l'intervention militaire française de janvier 2013, à laquelle ce déplacement servit de prétexte.

Enfin, il est encore plus rare que soient évoquées les connexions entre certains représentants haut placés de l'État malien et d'États voisins avec les islamo-narcotrafiquants qui se partagent les bénéfices du transport de cocaïne arrivant d'Amérique du Sud et transitant par les pays côtiers avant d'être acheminée à travers le Sahara. Ces réseaux politico-mafieux n'ont rien à voir avec des clivages qui seraient intercommunautaires ou interethniques.

Finalement, l'amalgame simpliste entre insurgés touaregs, islamistes et terroristes est un raccourci commode pour justifier l'éradication, sous couvert de lutte antiterroriste, de toute revendication politique et territoriale de la part des Touaregs, qui pourrait contrarier les intérêts sahariens des grands acteurs politiques et économiques de la scène mondiale. Il s'agit également d'un véritable « permis de tuer », comme le souligne un ancien diplomate français (Bigot 2015), donnant toute latitude pour éliminer des individus gênants, de manière extra-judiciaire et sans qu'aucune information publique soit donnée sur leur identité et les délits dont ils se seraient rendus coupables.

Quant à la question du manque de démocratie de l'État, au cœur des revendications touarègues depuis des décennies, aussi bien au Mali qu'au Niger, non seulement elle n'a jamais été prise en compte, mais elle a été niée au nom des formes en trompe l'œil de l'« État de droit » (comme les élections au forceps par exemple tenues en 2013 sous la pression de la France et en dépit de l'absence de centaines de milliers de réfugiés).

La grande perdante est la société civile, avec en 2013 plus de 400 000 exilés ou réfugiés dont la plupart n'ont pu revenir chez eux, des centaines de morts et de disparus, des milliers de familles privées de leurs moyens de survie, traquées par les militaires et les miliciens, dans un climat de répression aveugle attisée par des appels au meurtre sur la Toile où la guerre de propagande se déchaine.

Le processus d'invisibilisation des Touaregs

Dans les luttes politiques des trente dernières années, du moins celles qui se sont exprimées dans l'espace public, les Touaregs ont

disparu au profit de nouvelles entités et identités, créées par les rapports de force avec les pouvoirs dominants. Cependant, les concessions successives des fronts armés face aux politiques étatiques de rabotage politique, social, territorial, culturel et démographique des « Touaregs » tels qu'ils se concevaient au début du XX^{e} siècle n'ont pas abouti à une amélioration de la situation pour la population qui reste privée à la fois de droits sur la gestion de ses terres, du respect de sa culture, de la protection et des services minimaux que l'État devait théoriquement lui garantir.

Les nouvelles assignations identitaires – que les critères mis en jeu relèvent de la « race », de l'ethnie, de l'origine, du statut social, de la « nationalité », de la tribu, de la région, du mode vie, des activités économiques, de la langue – ont fabriqué des entités fermées et des clivages de plus en plus difficiles à gérer par les Touaregs : « Tout un travail de découpage du tissage, pièce par pièce, ruban par ruban », comme le disait un vieil homme touareg qui en 1994 avait connu les massacres de Touaregs et Maures à teint clair perpétrés en toute impunité par la milice negro-africaniste Ganda Koy (Emeslag ag Elaglag 1996, p. 160).

Face à la revendication indépendantiste du MNLA, l'opinion touarègue elle-même ne s'est pas montrée unanime. Des déclarations et des lettres ouvertes signées par certains Touaregs, se démarquant du MNLA et l'accusant de ne pas être représentatif, ont été médiatisées[13]. L'aspiration à l'intégration nationale malienne exprimée par ces Touaregs ne les a pas protégés cependant de la vindicte populaire. Plusieurs d'entre eux ont vu leurs magasins ou leurs maisons attaqués et pillés par les miliciens maliens soutenus par l'armée, que ce soit à Bamako[14] ou dans les villes du Nord.

De son côté, en présentant l'Azawad comme une « nation pluriethnique », le MNLA a en quelque sorte validé la grille de lecture ethnique malienne. Les responsables du mouvement, après avoir déclarée « irrévocable » l'indépendance de l'Azawad, y ont finalement renoncé, au prix d'une douloureuse rupture avec leur base. Signataires de l'Accord d'Alger-Bamako, ils semblent cependant éprouver un

[13] Voir par exemple l'entretien avec Zeidan ag Sidalamin, publié par *L'Humanité*, 5/02/2013, sous le titre « Mali : le MNLA n'a pas de crédibilité ».

[14] Voir par exemple Zakiyatou Ouallett Halatine, « Lettre ouverte au Président Malien », in *Toumast Press*, 5/02/2012.
http://toumastpress.com/actualites/actualite/252-lettre-ouverte-zakiyatou-att-pillage-kati.html

certain malaise face à « l'unité » nationale malienne posée et pensée par le gouvernement et ses conseillers, dans les limites les plus étroites du jacobinisme français, promu par des slogans obtus (comme « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnies »,[15] autrement dit pas de diversité et pas de minorités). Ce schéma simplificateur et réducteur exclut toute forme de mixité et d'assemblage d'entités distinctes selon des modèles capables de gérer la pluralité sociale, identitaire et culturelle, sans être obligé de la nier ou de l'éradiquer. Dans un entretien portant sur les accords d'Alger en 2014, Billal ag Cherif exprime à sa manière l'absurdité de sauver un État en faillite au détriment d'un peuple que ce même État cherche à détruire : « L'intégrité du peuple vient avant celle de l'État et c'est pourquoi nous préconisons une solution basée sur le fédéralisme ». Dans le cadre de l'intangibilité des frontières et du modèle étatique jacobin imposé par les médiateurs français et algériens, cette posture demeure inaudible et répréhensible. D'ailleurs, Billal ag Cherif évoque les pressions extrêmes auxquelles le MNLA a été soumis :

> Le Mali a complètement rejeté le projet de fédération. Une bonne partie de la médiation l'a rejeté, mais si tout se déroulait bien, une médiation n'aurait pas à rejeter ou à ne pas accepter. Pour moi, le rôle d'une médiation, c'est d'amener les parties à se parler, à s'écouter.

L'*Accord de Ouagadougou* est signé en juin 2013 sous l'égide de la CEDEAO, de l'ONU et de UE, afin de permettre la tenue d'élections présidentielles. Face au gouvernement malien, les protagonistes de l'Accord sont le MNLA et le HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad, émanation d'Ansar Dine, qui se réinsère dans le paysage politique en déclarant renoncer à la lutte armée et ne pas vouloir l'indépendance). L'accord prévoit des pourparlers de paix avec les fronts armés soixante jours après l'élection présidentielle, promesse non tenue par le nouveau gouvernement malien qui laisse le dossier en souffrance et fait appel finalement à l'Algérie pour le gérer d'une autre façon.

L'aboutissement de l'Accord d'Alger sera laborieux. Finalement, le MNLA et le HCUA accepteront de le signer définitivement le 20 juin 2015 à Bamako, en dépit de l'opposition massive exprimée par leur base. Dans cet accord, un grand nombre de nouveaux acteurs,

[15] Titre d'un article de A. Bourgeot, « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie », in *Autrement* 72 (1994), pp. 83-92.

directement liés au gouvernement malien, ont été introduits : il s'agit des groupes dits « d'autodéfense », encadrés et armés par Bamako, comme la *Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance* (regroupant *Ganda Koy* et *Ganda Izo*) et la *Coordination pour le peuple de l'Azawad* (*Groupe Touareg Imghad et Alliés* (GATIA) ; *Mouvement Arabe de l'Azawad* pro-Bamako) qui pour la signature des Accords ont été rassemblés sous le nom de « *Plateforme* ». D'autres formations se sont détachées du groupe initial du MNLA en fonction des opportunités, comme le MAA (*Mouvement Arabe de l'Azawad*) ou la CPA (*Coalition du peuple pour l'Azawad*), tous regroupés pour les accords dans la *Coordination des mouvements de l'Azawad* (CMA).

Il résulte de ce processus d'émiettement et de multiplication de mouvements rivaux intégrés aux accords une minorisation absolue du MNLA, noyé entre une dizaine de nouveaux protagonistes dont les deux tiers appartiennent au même camp, c'est-à-dire celui du gouvernement malien. L'éclatement du mouvement politique initial, travaillé par les services secrets des États impliqués dans le règlement du conflit, s'est opérée souvent sur des critères claniques, avec des motifs de scission relevant plutôt d'intérêts privés que de visions politiques divergentes.

La contestation politique et sociale du MNLA a elle-même été invisibilisée. Dans le paysage médiatique de 2012, alors que la presse internationale bruissait encore des agitations sociales désignées sous l'appellation de « révolutions arabes », c'est le terme de « rébellion » qui a été systématiquement employé pour qualifier la lutte du Mouvement National de Libération de l'Azawad. De même, l'usage du mot « Sahel » a supplanté partout dans les media celui plus approprié de « Sahara » pour qualifier les lieux essentiels du conflit, ceci afin d'éviter tout parallèle gênant avec le Sahara occidental et sa gestion par l'État algérien qui en défend l'indépendance !

Aucune des questions politiques soulevées par le MNLA n'a émergé dans les réactions officielles et médiatiques à l'événement insurrectionnel. Seule la presse amazighe, et notamment les sites kabyles d'information en ligne comme Siwel et Tamazgha, se sont intéressés de près aux revendications politiques du mouvement, à sa quête de justice et de démocratisation, aux rapports entre minorité et État, en mettant l'accent sur la dimension amazighe, ce que précisément le MNLA a soigneusement évité de faire. Paralysés par la lecture racialisante et ethnicisante du conflit imposée par la majorité

des intervenants officiels, le MNLA ne voulait pas de l'amazighité au nom de laquelle cependant sa lutte a été soutenue par les militants amazighs, mais aussi par les défenseurs d'autres peuples minorisés et ostracisés, comme les Kurdes. Sur le terrain, la confusion continue de régner : la population qui forme la base du MNLA agite le drapeau amazigh dans les manifestations, mais également les partisans de la milice gouvernementale du GATIA. De même les combattants du MNLA dessinent le Z tifinagh sur leurs véhicules, leurs armes, leurs bandeaux de tête, marquant le décalage entre la politique du MNLA et les symboles dans lesquels se reconnaît sa base.

Enfin, la posture de real politik infra-étatique adoptée par leMNLA, sous la pression des services secrets (notamment français, algériens et également marocains), l'a coupée des autres mouvances politiques touarègues qui existent dans les États voisins, ceux où vivent les Touaregs et ceux qui abritent les nombreux camps de réfugiés depuis 1990 (Niger, Libye, Algérie, Burkina Faso, Mauritanie).

Finalement, les thèses négationnistes et la réécriture de l'histoire largement médiatisées au Mali, en France et sur les forums sociaux à propos des Touaregs ou de la question de l'Azawad, s'apparentent à la sémantique des représentants des États arabes et musulmans au sujet des populations amazighophones, comme l'illustre ce discours volontariste et surréaliste de Kadhafi du 2 mars 2007 sur l'invention des Berbères et la « traîtrise » de ceux qui s'en réclament :

> Les Amazighs ont disparu depuis l'époque des royaumes de Numidie. […] Ensuite sont venus les Arabes du Yemen, appelés 'Ber-Ber' qui ont peuplé l'Afrique du Nord. D'autres Arabes sont venus après, avec l'islam. Et lorsque les colonisateurs sont arrivés, ils nous ont dit : Vous êtes des Berbères, une nation différente des Arabes. Ils ont ensuite inventé le mot Amazigh, uniquement pour nous diviser afin de mieux régner sur nous. La Libye est pour les Libyens et nous n'accepterons pas que quelqu'un dise qu'il a telle ou telle identité. Celui qui dira cela, sera considéré comme un traître au service du colonialisme.

Dans cette logique, la question de la « différence » et de la diversité apparait ingérable et intolérable, et la seule solution envisagée est sa négation, sa destruction et sa diabolisation.

Au plan militaire, la France, en intervenant au Mali, s'est positionnée dans le jeu d'influences et d'intérêts politiques et économiques en train de se reconfigurer au Sahara central avec

l'arrivée de nouveaux acteurs internationaux. Cependant, imaginer que la paix puisse être rétablie en reconduisant les schémas anciens de négationnisme, d'exclusion, de pratiques génocidaires, de confiscation des droits d'une communauté qui lutte depuis plus de cent ans pour vivre dignement sur le sol de ses ancêtres, n'est pas réaliste. La refondation démocratique de ces États, le jugement des responsables des abus et des violations des droits de l'homme perpétrées contre les civils au Sahara, la condamnation des propagandistes de la « solution finale », donneraient certainement des perspectives plus favorables au règlement de la « question touarègue ». Mais à cette option, les diverses puissances internationales concurrentes sur le sol saharien ont jusqu'ici préféré celle de la force et de la terreur pour dégager les espaces utiles à leurs projets miniers et à leurs aires d'influence.

Sous la pression des nouveaux contextes politiques nationaux et internationaux, les mouvements insurrectionnels touaregs ont fortement modifié leurs axes de mobilisation et d'action, dans la forme comme dans le contenu. [16] Ils sont passés d'un projet d'indépendance politique de tout le « pays touareg et de ses lisières » (Kawsen[17]) à des revendications politiques et territoriales de plus en plus restreintes, en s'adaptant aux nouveaux paysages étatiques ou aux modes mondialisés de contestation de l'ordre occidental dans le registre djihadiste, au prix de nombreuses frictions avec une partie de l'opinion touarègue qui s'est sentie plusieurs fois « trahie » (Akli 1996). Dans le difficile face-à-face que ces mouvements mènent avec les États et leurs tutelles internationales, ce qui pose encore problème, au-delà du caractère supra-étatique de l'identité touarègue, est bien sa dimension territoriale, car la terre et ses richesses fossiles sont au centre de la guerre du Sahara. Finalement, le « Danger » à éradiquer

[16] Voir D. Abrous « Le prix de la survie ou le deuil d'un passé », in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 57, (1990), pp. 163-181 ; « Touaregs de l'Azawad, *tamurt* ou comment négocier son identité », in *Cahiers de l'IREMAM* 4, Aix-en-Provence, (1993), pp. 87-94 ; « *Temust* entre les fronts ou les contours brisés de la "targuité" », in H. Claudot-Hawad - Hawad (éds), Touaregs. *Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, in Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, 1996, pp. 217-239, pour l'analyse des textes politiques produits par les fronts armés dans les années 1990.

[17] Sur la guerre anticoloniale dirigée par Kawsen au début du XX^e^ siècle et son projet de société, voir H. Claudot-Hawad, « Révolutionner l'opinion touarègue : les stratégies novatrices de Kawsen contre la colonisation du Sahara (début du XX^e^ siècle) », in *Oriental Archive (ArOr/Journal of African and Asian Studies)*, 80/2 (2012), pp. 243-258.

pour les États semble être indépendantiste bien davantage qu'islamiste. Derrière la poudrière saharienne et ses imbroglios inouïs, se profile l'échec cuisant des États postcoloniaux, dits « indépendants », et de leurs élites, modelés spécialement pour préserver les intérêts pharaoniques des puissances internationales anciennes et montantes, au détriment complet de leurs peuples, souffrants, réprimés, brisés, manipulés, interdits de voix, d'espoir, de futur et dont le désir de vie se transforme peu à peu en désir de mort, pour des soulèvements à venir de plus en plus désespérés.

Bibliographie

Abrous, Dahbia, « Le prix de la survie ou le deuil d'un passé », in *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 57 (1990), pp. 163-181.

---, « Touaregs de l'Azawad, *tamurt* ou comment négocier son identité », in Hélène Claudot-Hawad (éd), *Le politique dans l'histoire touarègue*, IREMAM/coll. Cahiers de l'IREMAM 4, Aix-en-Provence, (1993), pp. 87-94.

---, « *Temust* entre les fronts ou les contours brisés de la "targuité" », in Hélène Claudot-Hawad - Hawad (éds), *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, 1996, pp. 217-239.

Akli, « La révolution trahie », in Hélène Claudot-Hawad - Hawad (éds), *Touaregs*. *Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, (1996), pp. 110-125.

Ag Elaglag, Emeslag, « Porter en commun le fardeau », in Hélène Claudot-Hawad - Hawad (éds), *Touaregs*. *Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, 1996, pp. 154-167.

Ag Sidalamin, Zeidan, « Mali : le MNLA n'a pas de crédibilité », in *L'Humanité*, 5/02/2013.

Benderra, Omar - Geze, François - Mellah, Salima, « L'"ennemi algérien" de la France : le GSPC ou les services secrets des généraux ? », www.algeria-watch.org, 23 juillet 2005.

Bigot, Laurent, « L'opération Barkhane, "un permis de tuer au Sahel" », in *Le Monde.fr*, 02.11.2015, en ligne : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/02/permis-de-tuer-au-sahel_4801279_3212.html#

Bonnecase, Vincent, *Pauvreté au Sahel. La construction des savoirs sur les niveaux de vie au Burkina Faso, au Mali et au Niger (1945-1974)*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Paris 1, Paris, 2008.

Bourgeot, André, « Les peuples heureux n'ont pas d'ethnie », in *Autrement*, 72, (1994), pp. 83-92.

Claudot-Hawad, Hélène, « Révolutionner l'opinion touarègue : les stratégies novatrices de Kawsen contre la colonisation du Sahara (début du XXe siècle) », in *Oriental Archive (ArOr/Journal of African and Asian Studies)*, 80/2 (2012), pp. 243-258.

---, « La "question touarègue", quels enjeux ? », in Michel Galy (éd), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara : enjeux et zones d'ombre*, La Découverte, Paris, 2013, pp.125-147.

---, « La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs », in Hélène Claudot-Hawad (éd.), *Le politique dans l'histoire touarègue*, IREMAM/coll. Cahiers de l'IREMAM 4, Aix-en-Provence, (1993), pp. 67-85.

---, « Honneur et politique : les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* 57 (1990), pp. 11-48.

---, (éd), *Touaregs, exil et résistance*, numéro thématique de *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* 57 (1990), en ligne : http://remmm.revues.org/persee-178995

---, (éd), *Le politique dans l'histoire touarègue,* IREMAM/Coll. Cahiers de l'IREMAM 4, Aix-en-Provence, 1993, en ligne : http://books.openedition.org/iremam/2777

Claudot-Hawad, Hélène - Hawad (éds), *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Peuples Autochtones et Développement / Coll. Ethnies-Documents 20-21, Paris, 1996, en ligne : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00293895/document

Gèze, François - Mellah, Salima, « "Al-Qaida au Maghreb" et les attentats du 11 avril 2007 à Alger. Luttes de clans sur fond de conflits géopolitiques », www.algeria-watch.org, 21 avril 2007.

Keenan, Jeremy, 'The Collapse of the Second Front', in *Foreign Policy In Focus,* 26 septembre 2006, www.fpif.org

Malti, Hocine, « Les guerres de Bush pour le pétrole », www.algeria-watch.org, 21 mars 2008.

Oualet-Halatine, Zakiyatou, « Lettre ouverte au Président Malien », in *Toumast Press*, 5 février 2012,

http://toumastpress.com/actualites/actualite/252-lettre-ouverte-zakiyatou-att-pillage-kati.html

Présidence de la République du Niger, *Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion, Niamey, Haut Commissariat à la restauration de la paix*, avril 1994.

Présidence du Mali, *Livre blanc sur le « Problème du Nord » du Mali*, Bamako, décembre 1994.

Taylor, Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie* (trad. de l'anglais), Paris, Aubier, 1994.